

COÛTS DE PRODUCTION DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Les décisions concernant la quantité et le type de biens et de services à produire ainsi que la manière de les produire dans des conditions optimales sont souvent politiques par nature et fonction du contexte social et culturel propre à chaque pays. Si certains États choisissent d'externaliser une forte proportion de la production de biens et de services en faisant appel à des entités privées ou non contrôlées par des administrations publiques, d'autres préfèrent les produire eux-mêmes.

Définition

Les États utilisent en parallèle leurs propres salariés, leurs propres capitaux et des sous-traitants extérieurs (institutions sans but lucratif ou entités du secteur privé) pour produire des biens et des services. Dans ce dernier cas, on parle souvent « d'externalisation ».

La notion de coûts de production et la méthodologie d'estimation de ces coûts sont fondées sur la classification existante des dépenses publiques proposée dans le *Système de comptabilité nationale* (SCN), ensemble de concepts, de définitions, de nomenclatures et de règles concernant les comptes nationaux approuvé au plan international. Plus précisément, les coûts de production des administrations publiques recouvrent : les frais de rémunération des salariés des administrations publiques ;

En bref

En 2011, les coûts de production de biens et de services des administrations publiques ont représenté en moyenne près d'un quart du PIB dans la zone OCDE, ces coûts allant néanmoins de 32 % au Danemark à 12 % au Mexique.

Entre 2001 et 2011, les coûts de production des administrations publiques exprimés en pourcentage du PIB ont progressé en moyenne dans la zone OCDE de 1.6 point de pourcentage, dont 0.2 point imputable à la rémunération des salariés des administrations publiques, 1.2 point au coût des biens et services utilisés et financés par celle-ci, et le reste à une augmentation de la consommation de capital fixe.

Pour ce qui est de la structure des coûts de production, en moyenne, la production réalisée par les salariés des administrations publiques l'emporte encore sur la production externalisée : la rémunération des salariés représente 47 % des coûts de production des biens et des services tandis que les achats de biens et services intermédiaires à des acteurs non contrôlés par les administrations publiques et la fourniture directe de services aux ménages en représentent 44 %. La consommation de capital fixe absorbe les 9 % restants du total des coûts de production des administrations publiques.

En 2011, la production externalisée représentait en moyenne 10 % du PIB dans les pays membres de l'OCDE. Toutefois, ce chiffre varie considérablement, allant de 2.8 % et 5.4 % au Mexique et en Suisse à 14.2 % et 19 % en Finlande et aux Pays-Bas, respectivement. L'Allemagne, le Japon et les Pays-Bas, en particulier, s'en remettent davantage que d'autres pays de l'OCDE à des sociétés privées et à des institutions sans but lucratif pour produire des biens et des services, la part de la production externalisée y dépassant 55 % du total des coûts de production des administrations publiques.

le coût des biens et services utilisés et financés par les administrations publiques (y compris, aux termes du SCN, la consommation intermédiaire et les transferts sociaux en nature via des producteurs marchands payés par les administrations) ; la consommation de capital fixe (dépréciation du capital). Les données recouvrent l'emploi public et la consommation intermédiaire alloués à la production pour compte propre des administrations publiques, comme la construction de routes et la réalisation d'autres projets d'équipement par des salariés des administrations publiques.

Comparabilité

Les données font apparaître des différences entre les pays, dont certains, par exemple, n'enregistrent pas séparément dans leurs comptes nationaux les transferts sociaux en nature via des producteurs. Il se peut donc que le coût des biens et services produits par des entités privées pour des administrations soit sous-estimé dans ces pays.

Les données relatives à l'Australie, au Chili, à la Fédération de Russie et à la Nouvelle-Zélande concernent 2010 et non 2011. Les données sur le Mexique portent sur 2003 et non 2001. Les données relatives à la Fédération de Russie concernent l'année 2002 et non l'année 2001. La moyenne des coûts de production, en pourcentage du PIB, calculée pour l'OCDE ne tient pas compte du Chili, du Japon et de la Turquie.

Sources

- OCDE (2013), *Panorama des administrations publiques*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2009), *L'emploi public, Un état des lieux*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2013), *Panorama des comptes nationaux*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- *Principaux agrégats, Comptes des administrations publiques*, Éditions OCDE.

Sites Internet

- *Panorama des administrations publiques (matériel supplémentaire)*, www.oecd.org/gov/indicateurs/panoramaapu.



COÛTS DE PRODUCTION DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Coûts de production des administrations publiques

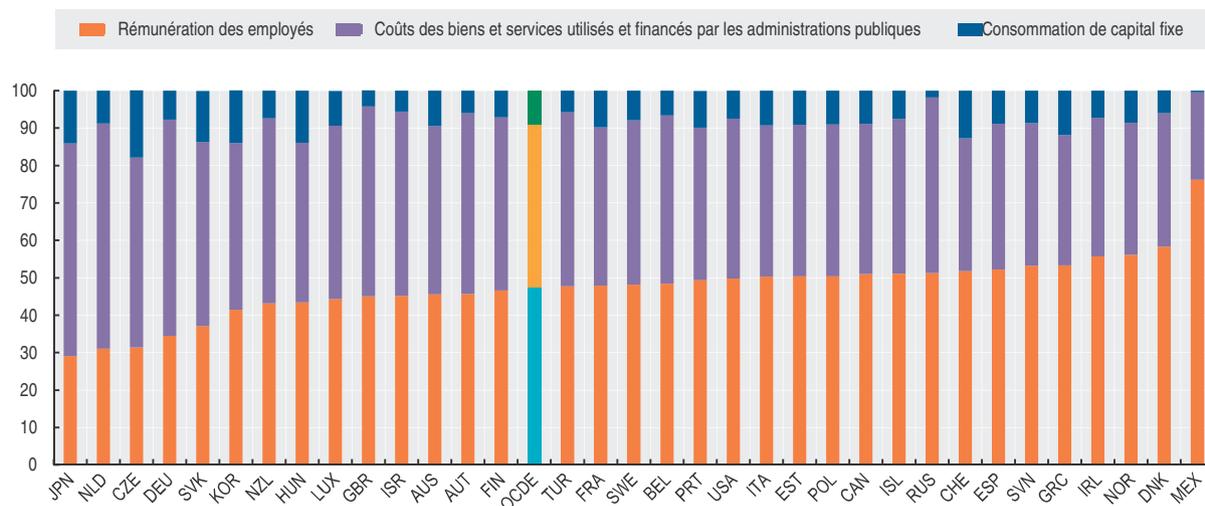
En pourcentage du PIB

	Rémunération des employés		Coûts des biens et services utilisés et financés par les administrations publiques		Consommation de capital fixe		Total	
	2001	2011	2001	2011	2001	2011	2001	2011
Allemagne	8.2	7.7	11.5	12.9	1.7	1.7	21.4	22.3
Australie	9.3	9.7	9.1	9.6	2.3	2.0	20.7	21.4
Autriche	9.8	9.5	9.3	10.0	1.4	1.2	20.5	20.7
Belgique	11.7	12.6	9.8	11.7	1.6	1.7	23.1	26.0
Canada	11.4	12.8	8.7	10.0	1.9	2.2	22.0	25.0
Chili	..	7.9	..	..	..	..	..	..
Corée	6.6	6.8	5.5	7.3	1.7	2.3	13.9	16.5
Danemark	17.4	18.5	9.5	11.3	1.9	1.9	28.8	31.7
Espagne	10.1	11.6	6.7	8.7	1.5	2.0	18.3	22.3
Estonie	10.2	11.1	9.3	8.9	1.6	2.0	21.1	22.0
États-Unis	9.8	10.7	7.3	9.2	1.4	1.6	18.5	21.5
Finlande	13.0	14.2	9.8	14.2	2.1	2.2	24.9	30.6
France	13.3	13.1	10.1	11.6	2.2	2.7	25.6	27.4
Grèce	10.5	12.4	6.3	8.1	2.0	2.8	18.7	23.3
Hongrie	11.2	10.2	9.1	10.0	3.8	3.3	24.1	23.5
Irlande	8.9	12.0	6.8	8.0	1.4	1.6	17.1	21.6
Islande	14.7	14.5	10.3	11.7	1.9	2.2	26.9	28.4
Israël	13.7	11.8	13.9	12.8	1.3	1.5	28.8	26.0
Italie	10.5	10.7	7.5	8.6	1.6	2.0	19.6	21.3
Japon	..	6.3	..	12.3	..	3.1	..	21.6
Luxembourg	7.9	8.0	7.9	8.3	1.7	1.7	17.6	18.0
Mexique	9.1	9.0	2.6	2.8	0.0	0.1	11.8	11.8
Norvège	13.0	13.6	8.8	8.5	1.9	2.1	23.7	24.1
Nouvelle-Zélande	8.5	10.3	10.1	11.7	1.6	1.8	20.2	23.7
Pays-Bas	9.6	9.8	14.1	19.0	2.4	2.8	26.0	31.6
Pologne	10.7	9.7	8.0	7.8	2.2	1.7	20.8	19.3
Portugal	13.9	11.4	6.4	9.4	1.9	2.3	22.2	23.0
République slovaque	8.9	7.1	9.4	9.4	3.8	2.6	22.0	19.2
République tchèque	7.1	7.3	11.5	11.8	4.6	4.2	23.2	23.3
Royaume-Uni	10.1	11.1	9.7	12.5	0.9	1.1	20.8	24.6
Slovénie	11.7	12.8	8.7	9.1	1.5	2.1	21.9	24.0
Suède	15.6	13.9	12.1	12.7	2.2	2.3	29.9	28.9
Suisse	7.9	7.8	5.7	5.4	2.0	1.9	15.5	15.2
Turquie	..	8.5	..	8.3	..	1.0	..	17.9
UE-28	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	10.8	11.0	8.9	10.1	1.9	2.0	21.6	23.2
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	8.7	9.7	9.4	8.8	0.5	0.3	18.6	18.8
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933039863>

Structure des coûts de production des administrations publiques

Pourcentage, 2011



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933037526>



Extrait de :
OECD Factbook 2014
Economic, Environmental and Social Statistics

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/factbook-2014-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2014), « Coûts de production des administrations publiques », dans *OECD Factbook 2014 : Economic, Environmental and Social Statistics*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/factbook-2014-88-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.